

Hoofdlijn 2 : Ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis, knowhow en onderzoek;
 Maatregel 2.6 : Oprichting van een netwerk van de actoren van de technologische innovatie;
 Titel : Samenwerking CdC en CdR;
 Operator : "FOREm"
 Basisallocatie : 61.32.21;
 Vastleggingskredieten : 180.000,00 EUR;
 Codificatie van het project : X0132100,
 Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 1.294 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 32 naar programma 21 van organisatieafdeling 18.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 21 van organisatieafdeling 18 en van programma 01 van organisatieafdeling 32 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2010 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend euro)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 18 33.35.21	336	654	+ 934	-	1.270	654
OA 18 61.32.21	84	158	+ 360	-	444	158
OA 32 01.01.01	24.033	36.676	- 1.294	-	22.739	36.676

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Namen, 22 oktober 2010.

R. DEMOTTE

A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2010 — 3953

[C - 2010/31515]

27 MAI 2010. — Arrêté 2010/111 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de « chambres d'hôtes » ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément

Le Collège,

Vu la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Vu le décret du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination « chambres d'hôtes »;

Vu l'arrêté du Collège du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de « chambres d'hôtes » ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 48.000/VR, donné le 27 avril 2010, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Sur proposition du Membre du Collège en charge du tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution en application de l'article 138 de celle-ci.

Le présent arrêté transpose partiellement les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Collège du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de « chambres d'hôtes » ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément, les modifications suivantes sont apportées :

1° : à l'alinéa 1^{er}, les mots « par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire » sont ajoutés *in fine*;

2° : à l'alinéa 2, les mots « certificat de bonne conduite, vie et mœurs » sont remplacés par « extrait de casier judiciaire ».

Art. 3. L'article 3 est remplacé par ce qui suit :

« Il est créé une Commission chargée de rendre des avis sur des projets de réglementation et sur les recours visés à l'article 9. Cette Commission est composée comme suit :

deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant une certaine expertise dans le domaine des chambres d'hôtes;

un membre effectif et un membre suppléant représentant Bruxelles International - Tourisme & Congrès (BI-TC);

un membre effectif et un membre suppléant représentant l'Office de Promotion du Tourisme (OPT);

un membre effectif et un membre suppléant représentant le Comité technique du Tourisme Rural et à la Ferme visé à l'article 4, 5° du Décret de la Communauté française du 2 décembre 1988 portant création du Conseil Supérieur du Tourisme;

un membre représentant le Ministre peut assister avec voix consultative aux réunions de la Commission d'avis;

les candidatures seront présentées au Ministre qui nomme les membres pour une durée de cinq ans. Après trois absences non justifiées auprès du secrétariat, ils sont remplacés d'office par leurs suppléants.

Le secrétariat des séances de la Commission consultative est assuré par un membre du personnel de la Commission communautaire française ».

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° : au dernier alinéa, la phrase « Le Fonctionnaire délégué au tourisme saisit la Commission d'une demande d'avis dans les dix jours de la réception d'une demande complète » est supprimée.

2° : l'article 4 est complété par les alinéas suivants :

« Dans les 30 jours suivant la date de l'envoi de l'accusé de réception, le Fonctionnaire délégué au Tourisme notifie la décision d'octroi ou de refus d'autorisation par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

A défaut de notification dans le délai visé au § 5, l'autorisation est censée être octroyée.

La décision de refus du Fonctionnaire délégué au Tourisme mentionne les voies de recours reprises à l'article 9 ».

Art. 5. Les articles 5 et 6 du même arrêté sont abrogés.

Art. 6. L'article 7 est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Fonctionnaire délégué au Tourisme.

Toute décision de suspension ou de retrait de l'agrément est précédée d'une notification adressée au titulaire de l'agrément par recommandé, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

Le titulaire de l'agrément dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception de cette notification pour communiquer au Fonctionnaire délégué au Tourisme ses observations par recommandé, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

Le titulaire de l'autorisation ou, le cas échéant, son représentant, peut demander, dans le même délai et sous la même forme, d'être entendu par le Fonctionnaire délégué au Tourisme.

Le demandeur est averti de cette audition au moins 8 jours avant la date fixée par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

Un compte rendu de l'audition est établi ».

Art. 7. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Dans les 45 jours suivant la date d'envoi de la notification visée à l'article 7 alinéa 2, le Fonctionnaire délégué au Tourisme informe le titulaire de l'autorisation de sa décision par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

La décision de retrait ou de suspension mentionne les voies de recours visées à l'article 9.

La suspension ou le retrait de l'agrément entraîne, respectivement, la suspension ou le retrait de l'autorisation de faire usage de la dénomination « chambre d'hôtes » ».

Art. 8. L'article 9 est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur d'autorisation, le titulaire de l'autorisation ou le cas échéant son représentant, peut former un recours motivé auprès du Membre du Collège chargé du Tourisme contre la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'autorisation.

Le recours a un effet suspensif.

Le recours est introduit dans un délai de 15 jours à dater de la notification de la décision contestée par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

Dans les 10 jours de la réception du recours, un accusé de réception par lettre recommandée à la poste est adressé à la personne formant le recours. Dans le même délai, une copie du recours est transmise au président de la Commission visée à l'article 3.

Le demandeur d'autorisation, le titulaire d'autorisation et, le cas échéant, son représentant, peut solliciter d'être entendu par la Commission. Cette demande est mentionnée dans son recours.

L'audition a lieu devant la Commission. Un procès-verbal est établi.

Dans un délai de 45 jours de la réception du recours et, après l'avis motivé de la Commission, le Ministre informe le demandeur d'autorisation, le titulaire de l'autorisation et, le cas échéant, son représentant, de sa décision par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire.

A défaut de décision notifiée dans le délai imparti pour statuer, la décision est censée favorable au demandeur ».

Art. 9. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 15 et l'article 16 :

« Le formulaire visé à l'article 3 du décret du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination « chambres d'hôtes » et au moyen duquel l'hébergement doit être notifié au Service Tourisme de la Commission communautaire française est joint en annexe 4 du présent arrêté ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 27 mai 2010.

Par le Collège :
Ch. DOULKERIDIS,
Président du Collège en charge du Tourisme

Annexe 4 à l'arrêté 2010/111 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de « chambre d'hôtes » ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément

NOTIFICATION D'EXPLOITATION EN QUALITE DE « CHAMBRE D'HOTES »

Le (la) soussigné(e)

Nom Prénom(s)

Domicilié(e) (rue, n°, bte)

Commune Code postal

Téléphone (accessible entre 8 et 18 heures)

déclare avoir pris connaissance du décret et de l'arrêté susvisés et notifie son intention d'exploiter en qualité de « chambre d'hôte » pour chambre(s) au sein de l'habitation familiale, personnelle et habituelle sise :

Rue, n°, bte, étage

s'engage à introduire une demande d'autorisation et d'agrément au Collège.

Téléphone

Gsm

Courriel

Site web

- déclare être titulaire d'une assurance R.C. « exploitation »

- déclare être propriétaire/locataire (*)

- le propriétaire de l'habitation est (si le demandeur n'est pas propriétaire)

- Nom Prénom(s)

Adresse

Téléphone

Signature du demandeur

ANNEXE DESCRIPTIVE DE L'IMMEUBLE

Adresse (rue, n°, bte)

Commune code postal

Nombre de chambres destinées aux hôtes :

Nombre de chambres avec salle de bains - douches privées

Capacité totale : personnes

Période d'ouverture :

Type d'habitation :

(indépendante - unifamiliale - bel-étage - villa - 3 façades - appartement - autre (à préciser) *

Salle de bains - douche réservée aux hôtes/commune *

WC indépendant réservé aux hôtes/commun *

(pour trois chambres une salle de bains - douche avec WC indépendant à l'usage exclusif des hôtes).

Salle de repas réservée aux hôtes privée/commune *

Salon réservé aux hôtes oui/non *

Superficie des/de la chambre(s) : ch 1 ch 2 ch 3

Nombre de personnes : ch 1 ch 2 ch 3

Situation des/de la chambre(s) : rez. étage

Chambre accessible aux personnes handicapées oui/non *

(*) biffer la mention inutile

Fait à le

Signature

Ce formulaire de notification, pour être valablement introduit, doit être adressé par lettre recommandée, télécopie ou voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire, au Service Tourisme de la Commission communautaire française, rue des Palais 42, 1030 Bruxelles (télécopie 02-800 82 77 – ou courriel : vvanheer@cocof.irisnet.be).

Vu pour être annexé à l'arrêté 2010/111 de la Commission Communautaire Française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité de « chambre d'hôtes » ainsi que les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les habitations contenant les chambres d'hôtes en vue de cet agrément.

Bruxelles, le 27 mai 2010

Par le Collège,
Christos DOULKERIDIS
Président du Collège en charge du Tourisme

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2010 — 3953

[C — 2010/31515]

27 MEI 2010. — **Besluit 2010/111 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als « gastenkamer » alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning**

Het College,

Gelet op Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;

Gelet op het decreet van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming « gastenkamers » te gebruiken;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als « gastenkamer » alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning;

Gelet op advies 48.000/VR van de Raad van State, gegeven op 27 april 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er een noodzaak bestaat om de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt om te zetten;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Toerisme;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Dit besluit zet de bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt gedeeltelijk om.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als « gastenkamer » alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° : in lid 1, worden de woorden « per fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert » *in fine* toegevoegd;

2° : in lid 2, worden de woorden « bewijs van goed zedelijk gedrag » vervangen door « uittreksel uit het strafregister ».

Art. 3. Artikel 3 wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een Commissie opgericht die belast is met het uitbrengen van adviezen over de ontwerpen van regelgeving en de in artikel 9 bedoelde beroepen. Ze is samengesteld als volgt :

twee werkende en twee plaatsvervangende leden die over een zekere deskundigheid beschikken op het gebied van de gastenkamers;

een werkend en een plaatsvervangend lid die Brussel Internationaal - Toerisme & Congres (BI-TC) vertegenwoordigen;

een werkend en een plaatsvervangend lid die de « Office de Promotion du Tourisme » (OPT) vertegenwoordigen;

een werkend en een plaatsvervangend lid die het « Comité technique du Tourisme Rural et à la Ferme » vertegenwoordigen als bedoeld in artikel 4, 5°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1988 houdende oprichting van de « Conseil Supérieur du Tourisme »;

een lid dat de Minister vertegenwoordigt kan de vergaderingen van de Adviescommissie bijwonen, maar heeft enkel een raadgevende stem;

de kandidaturen worden voorgelegd aan de Minister, die de leden voor een periode van vijf jaar benoemt. Na drie niet bij het secretariaat verantwoorde afwezigheden, worden de leden ambtshalve door hun plaatsvervangers vervangen.

Het secretariaat van de vergaderingen van de Adviescommissie wordt waargenomen door een personeelslid van de Franse Gemeenschapscommissie ».

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° : in het laatste lid, wordt de zin « Binnen tien dagen na ontvangst van een volledig dossier vraagt de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme de Commissie om advies » geschrapt.

2° : artikel 4 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Binnen 30 dagen volgend op de dag van verzending van het ontvangstbewijs, geeft de gedelegeerd ambtenaar voor Toerisme kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning per fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

Bij gebrek aan kennisgeving binnen de termijn, vermeld in § 5, wordt de vergunning geacht te zijn toegekend.

De beslissing tot weigering vanwege de gedelegeerde ambtenaar voor Toerisme vermeldt de in artikel 9 opgenomen middelen van beroep ».

Art. 5. De artikelen 5 en 6 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 7 wordt vervangen als volgt :

« De gedelegeerde ambtenaar voor Toerisme kan de erkenning schorsen of intrekken. Elke beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een kennisgeving die aan de erkenninghouder wordt gericht per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

Vanaf de ontvangst van de kennisgeving beschikt de erkenninghouder over een termijn van tien dagen om zijn opmerkingen aan de gedelegeerde ambtenaar voor Toerisme mee te delen per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

De erkenninghouder of, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger kan binnen dezelfde termijn en onder deze vorm vragen om gehoord te worden door de gedelegeerde ambtenaar voor Toerisme.

De aanvrager wordt van deze hoorzitting op de hoogte gebracht ten minste 8 dagen voor de vastgelegde datum en per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

Er wordt een verslag opgemaakt van de hoorzitting ».

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Binnen de 45 dagen volgend op de dag van verzending van de in artikel 7, lid 2, bedoelde kennisgeving, brengt de gedelegeerde ambtenaar voor Toerisme de vergunninghouder op de hoogte van zijn beslissing per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

De beslissing tot intrekking of schorsing vermeldt de in artikel 9 bedoelde middelen van beroep.

De schorsing of de intrekking van de erkenning leidt respectievelijk tot de schorsing of de intrekking van de vergunning om de benaming « gastenkamer » te gebruiken ».

Art. 8. Artikel 9 wordt vervangen als volgt :

« De vergunningaanvrager, vergunninghouder of, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, kan een gemotiveerd beroep indienen bij het Lid van het College belast met Toerisme tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de vergunning.

Het beroep heeft schorsende kracht.

Het beroep wordt ingediend binnen een termijn van 15 dagen na kennisgeving van de betwiste beslissing en per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

Binnen 10 dagen na ontvangst van het beroep, wordt er per ter post aangetekende brief een ontvangstbevestiging gericht aan de indiener van het beroep. Binnen dezelfde termijn, wordt er een kopie van het beroep overgemaakt aan de voorzitter van de in artikel 3 bedoelde Commissie.

De vergunningaanvrager, de vergunninghouder of, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, kan verzoeken om door de Commissie gehoord te worden. Dit verzoek wordt in zijn beroep vermeld.

De hoorzitting heeft plaats voor de Commissie. Er wordt een proces-verbaal opgesteld.

Binnen een termijn van 45 dagen na ontvangst van het beroep en nadat de Commissie een gemotiveerd advies heeft uitgebracht, brengt de Minister de vergunningaanvrager, de vergunninghouder of, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, op de hoogte van zijn beslissing per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert.

Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing binnen de gestelde beslissingstermijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de aanvrager ».

Art. 9. Tussen artikel 15 en artikel 16, wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidende :

« Het formulier bedoeld in artikel 3 van het decreet van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming « gastenkamers » te gebruiken, waarmee het logies moet worden aangemeld bij de Toeristische Dienst van de Franse Gemeenschapscommissie is in bijlage 4 bij dit besluit opgenomen ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 2010.

Door het College :

Ch. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College belast met Toerisme

Bijlage 4 bij besluit 2010/111 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als « gastenkamer » alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning

KENNISGEVING VAN UITBATING ALS « GASTERKAMER »

Ik, ondergetekende,

Naam Voornaam

Woonachtig te (straat, nr., bus)

Gemeente Postcode

Telefoon (bereikbaar tussen 8 en 18 uur)

verklaar kennis te hebben genomen van bovenvermeld decreet en besluit en maak mijn voornemen kenbaar om als « gastenkamer » uit te baten de kamer(s) binnen de eigen, gebruikelijke en gezinswoning, gelegen te :

Straat nr., bus, verdieping

verbind mij ertoe een vergunnings- en erkenningsaanvraag in te dienen bij het College.

Telefoon

Gsm

E-mail

Website

- verklaar een verzekering « Burgerlijke Aansprakelijkheid Uitbating » te hebben afgesloten

- verklaar eigenaar/huurder te zijn (*)

- de eigenaar van de woning is (indien de aanvrager niet de eigenaar is) :

- Naam Voornaam

Adres

Telefoon

Handtekening van de aanvrager

BIJLAGE : BESCHRIJVING VAN HET GEBOUW

Adres (straat, nr., bus) Gemeente postcode

Aantal gastenkamers Aantal kamers met bad/douche Totale capaciteit personen

Openingsperiode

Soort woning :

(vrijstaande woning - eengezinswoning - bel-étage - villa - driesgevel - appartement - andere..... (te preciseren)) *

Gemeenschappelijke/afzonderlijke bad/douchekamer voor de gasten *

Gemeenschappelijke/afzonderlijke wc voor de gasten *

(per drie kamers dient 1 bad/douchekamer en een afzonderlijke wc voorbehouden te worden voor de gasten).

Eetzaal voorbehouden voor de gasten afzonderlijk/gemeenschappelijk *

Salon voorbehouden voor de gasten ja/nee

Oppervlakte van de kamer(s) : kamer 1 : kamer 2 : kamer 3 :

Aantal personen : kamer 1 : kamer 2 : kamer 3 :

Ligging van de kamer(s) : benedenverdieping verdieping

Kamer toegankelijk voor gehandicapten ja/nee *

(*) schrap wat niet past

Gedaan te, op

Handtekening

Dit kennisgevingsformulier moet om geldig ingediend te worden per aangetekende brief, fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert, gericht worden aan de Toeristische Dienst van de Franse Gemeenschapscommissie, Paleizenstraat 42, 1030 Brussel (fax : 02/800.82.77 – of e-mail : vvanheer@cocof.irisnet.be).

Gezien om als bijlage toegevoegd te worden aan het besluit 2010/111 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de procedure voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning als « gastenkamer » alsook van de technische voorschriften waaraan de woningen die de gastenkamers bevatten moeten voldoen met het oog op die erkenning.

Brussel, 27 mei 2010.

Door het College :

Ch. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College belast met Toerisme